



## **Direction de l'Emploi et de la Formation Service Qualifications Professionnelles**

### **Formation Professionnelle dans l'Enseignement Supérieur ForPro Sup**

## **DOSSIER DE DEMANDE DE FINANCEMENT**

### **2022**

**Document et annexes à renvoyer dûment complétés :**

- **à l'adresse suivante :**

Madame la Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Hôtel de Région – 22 boulevard du Maréchal Juin - 31406 TOULOUSE CEDEX 9

- **par mail** à [forprosup@laregion.fr](mailto:forprosup@laregion.fr)  
(pas de PDF pour la base de données Excel)
- **au plus tard le lundi 10 janvier 2022**

**Renseignements** Tél : 04.67.22.80.62

[martine.arnal@laregion.fr](mailto:martine.arnal@laregion.fr)

[forprosup@laregion.fr](mailto:forprosup@laregion.fr)

[www.laregion.fr](http://www.laregion.fr)

[www.meformerenregion.fr](http://www.meformerenregion.fr)

**Attention :** De manière générale, la demande de financement devra être antérieure au commencement de l'exécution du programme d'actions ou de l'opération pour lequel un dossier est déposé.

-----**Partie réservée aux services de la Région**-----

Demandeur :

Numéro du dossier :

Reçu le :

☐ Dossier incomplet

☐ Dossier complet

Dossier complet le :

Accusé de réception du dossier adressé le :

## PIECES A JOINDRE PAR LE DEMANDEUR

Le demandeur peut fournir tout autre document jugé utile pour présenter le projet et témoigner de son intérêt régional et de ses impacts (note d'analyse...).

PIECES A JOINDRE POUR TOUS LES DEMANDEURS
<input type="checkbox"/> Fiche d'identification du demandeur (Partie I)
<input type="checkbox"/> Descriptif de l'opération (Partie II)
<input type="checkbox"/> Tableau récapitulatif des actions proposées (Annexe 4)
<input type="checkbox"/> Attestation sur l'honneur (Partie III). <i>NB : cette attestation sur l'honneur peut valoir lettre de demande de financement.</i>
<input type="checkbox"/> Bilan pédagogique et financier de l'année précédant la demande de financement (bilan DIRECCTE)
<input type="checkbox"/> Pour une demande de subvention de fonctionnement spécifique : Annexe 3 signée* ( <i>budget prévisionnel de l'opération</i> )
<input type="checkbox"/> Relevé d'Identité Bancaire (RIB)
<input type="checkbox"/> Attestation de non assujettissement à la TVA le cas échéant (si le budget est présenté TTC) ou d'assujettissement partiel
<b>LES ORGANISMES PUBLICS</b> doivent <u>également</u> joindre :
<input type="checkbox"/> Liste des membres de l'assemblée délibérante, du Conseil d'Administration ou du bureau en vigueur
<input type="checkbox"/> Acte permettant à l'exécutif de solliciter un financement ( <i>délibération, acte du conseil d'administration...</i> ). <b>Ce document ne pourra être communiqué qu'à compter de février 2022, date du prochain Conseil d'administration</b>
<input type="checkbox"/> Pour les établissements publics : une copie des statuts en vigueur datés et signés **
<b>LES ORGANISMES PRIVES</b> doivent <u>également</u> joindre :
<input type="checkbox"/> Copie des statuts en vigueur datés et signés **
<input type="checkbox"/> Liste des membres du conseil d'administration ou du bureau en vigueur
<input type="checkbox"/> Annexe 1 signée* ( <i>budget prévisionnel de la structure</i> )
<input type="checkbox"/> Rapport d'activité du dernier exercice clôturé ( <i>N-1, N-2 le cas échéant</i> )
<input type="checkbox"/> Bilan et compte de résultat du dernier exercice clôturé ( <i>N-1, N-2 le cas échéant ; certifiés conformes par le président, le trésorier et le cas échéant le commissaire aux comptes</i> )
<input type="checkbox"/> Pour les entreprises : Extrait Kbis et Fiche entreprise
<input type="checkbox"/> Pour les associations : Liste des insertions au Journal Officiel (ou récépissé de la préfecture) et fiche association

\* Si les documents ne sont pas signés par le représentant légal, joindre le pouvoir donné par ce dernier au signataire.

\*\* Uniquement pour une première demande.

## PARTIE I- IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

☐ **Personne morale** (organisme public ou privé)

	Coordonnées (siège social pour les pers. Morales)	Adresse de correspondance si différente
Adresse	2, rue du Doyen Gabriel Marty	
Code postal	31042	
Commune/pays	Toulouse cedex 9 / France	

	Contact (représentant légal pour les pers.morales)	Référent technique ou responsable du projet (si différent du contact)
Civilité	<input type="checkbox"/> Madame - <input checked="" type="checkbox"/> Monsieur	<input checked="" type="checkbox"/> Madame - <input type="checkbox"/> Monsieur
Nom prénom :	KENFACK Hugues	Cluzeaud Delvit Catherine
Fonction :	Président de l'Université Toulouse 1 Capitole	Directrice du service FCV2A et Cardoso Sylvie : référent technique
Tél :	05 61 63 38 14	05 61 12 88 94
Mail :	<a href="mailto:Cabinet.Presidence@ut-capitole.fr">Cabinet.Presidence@ut-capitole.fr</a>	<a href="mailto:Sylvie.cardoso@ut-capitole.fr">Sylvie.cardoso@ut-capitole.fr</a>

### Personne morale

☒ Organisme public ☐ Organisme privé

Nature/ statut juridique : [Etablissement public/ EPSCP \(Etablissement Public à caractère Scientifique Culturel et Professionnel\) – Enseignement supérieur](#)

*① Exemple : collectivité territoriale, GIP, société anonyme, établissement public, association...*

**Nom de la structure : Université Toulouse 1 capitole**

Sigle de la structure : UT1 Capitole

Raison sociale (le cas échéant) : [Université Toulouse 1 Capitole](#)

Principales activités :

Les universités participent au service public de l'enseignement supérieur, dont les six missions sont ainsi définies par la loi:

1. la formation initiale et continue tout au long de la vie,
2. la recherche scientifique et technologique, la diffusion et la valorisation de ses résultats au service de la société,
3. l'orientation, la promotion sociale et l'insertion professionnelle,
4. la diffusion de la culture humaniste en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle,
5. la participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche,
6. la coopération internationale.

L'objectif est la transmission du savoir (enseignement supérieur) par sa conservation, sa valorisation et sa production (recherche) dans plusieurs domaines.

L'université Toulouse I Capitole offre plusieurs formations reconnues dans les domaines dits *Droit-Economie-Gestion* mais aussi *informatique de gestion* et *communication* avec une diversité de validation : licences, masters, doctorats, capacité, diplômes d'université (DU), licences professionnelles, certifications et préparations, BUT et doubles diplômes.

### Direction de l'Emploi et de la Formation

Numéro SIRET : 193 113 826 00013

code NAF (APE) : 8542Z

*① En cas de besoin, les SIRET et code NAF (APE) sont à demander à la direction régionale de l'INSEE.*

Régime TVA : ☐ Assujetti ☐ Non assujetti ☐ Partiellement assujetti au taux de \_\_\_\_\_ %

Date de création : 1973

Date de début de l'exercice comptable : ☒ 1<sup>er</sup> janvier ☐ Autre :

Effectifs salariés : 1269 salariés représentant ETP : 1198,6 ETP

Structure : ☒ nationale ☐ départementale ☐ régionale ☐ locale ☐ Autre :

Commissaire aux comptes : ☒ oui ☐ non

Union, fédération, réseau auquel est affiliée la structure : Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Université Fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées, Agence de Mutualisation des Universités et des Etablissements (AMUE), Rectorat de l'Académie...

## **Financements publics sur les trois dernières années**

Année en cours (n)

Financier(s)	Montant(s) Attribué(s)	Montant(s) versé(s)	Régime(s) d'aide(s) Ex : de minimis
Région Occitanie dans le cadre du PRFP (2021/2022)	414 900 € (PIC inclus)	Avance demandée 157 590€	Non concerné

Année n-1

Financier(s)	Montant(s) Attribué(s)	Montant(s) versé(s)	Régime(s) d'aide(s) Ex : de minimis
Région Occitanie dans le cadre du PRFP (2020/2021)	409 300 € (PIC inclus)	Avance 171 015€ (Demande de solde en cours)	Non concerné

Année n-2

Financier(s)	Montant(s) Attribué(s)	Montant(s) versé(s)	Régime(s) d'aide(s) Ex : de minimis
Région Occitanie dans le cadre du PRFP (2019/2020)	389 800 €	351 256 €	Non concerné
DIRECCTE (Uniquement pour la première année de mise-en-œuvre du DU Négociation collective)	15 000€	15 000€	

## **FICHE ASSOCIATION**

(A compléter uniquement pour les associations)

Numéro RNA :

① Le numéro RNA (répertoire national des associations) est attribué à l'occasion des démarches d'enregistrement de création ou modification en préfecture.

Date de publication au Journal Officiel :    |\_|\_| / |\_|\_| / |\_|\_|\_|\_|\_|

Agrément administratif : ☐ oui    ☐ non

Si oui : précisez-le ou les types d'agréments et dates d'obtentions

Label : ☐ oui    ☐ non

Si oui : précisez le ou les types de labels et dates d'obtentions

Association d'utilité publique : ☐ oui    ☐ non

Nombre d'adhérents :                      dont                      hommes                      femmes

Nombre de bénévoles :                      Nombre de volontaires :

① Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association de manière non rémunérée.  
Volontaire : personne engagée dans une mission d'intérêt général par un contrat spécifique.

Cadres dirigeants :

Pour les 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés :

Pour les 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés :	Rémunération	Avantage en nature
Dirigeant 1 :		
Dirigeant 2 :		
Dirigeant 3 :		

**Autres informations pertinentes relatives à l'association :**

- **Budget prévisionnel de la structure** pour les subventions de fonctionnement uniquement (organismes privés uniquement)

## **FICHE ENTREPRISE**

*(A compléter uniquement pour les Entreprises)*

Enregistrement au :

☐ registre du commerce

☐ répertoire des métiers

Evolution de l'effectif les 3 dernières années : .....

Montant du chiffre d'affaires et du bilan sur les trois dernières années :

	Bilan	Chiffre d'affaires
N-1 :	€	€
N-2 :	€	€
N-3 :	€	€

Capital : .....

PME ou appartenance éventuelle à un groupe (préciser le taux de participation, l'effectif et le CA du groupe) :

Répartition du capital (taux de participation et actionnaires – si sociétés actionnaires, rajouter l'effectif et le CA)

**Autres informations pertinentes relatives à l'entreprise :**

### ***Annexe à compléter :***

- **Budget prévisionnel de la structure** pour les subventions de fonctionnement uniquement (organismes privés uniquement) selon le modèle annexé

-



## PARTIE II - DESCRIPTIF DE L'OPERATION

### 1- IDENTIFICATION DE L'OPERATION

Type de subvention sollicitée : ☐ Fonctionnement opération spécifique

☐ Nouveau projet

■ Renouvellement d'un projet : Subvention régionale obtenue en 2021/2022

### 2- OBJET

Intitulé de l'opération: **Mise en œuvre des actions de formation de l'enseignement supérieur dans le cadre de la formation professionnelle au titre de l'année 2022/2023- Dispositif ForPro Sup - Enseignement supérieur.**

Localisation : Le programme d'action est basé sur le territoire Occitanie partie ouest (site Midi-Pyrénées) : une majorité des actions se déroulent sur Toulouse et ses alentours. L'IUT de Rodez est également représenté.

*① Lieu(x) où se déroule l'opération ou le programme d'actions : zone géographique d'impact, d'influence locale, départementale, régionale, bassin d'emploi, quartier... Le cas échéant espace géographique bénéficiant de l'opération*

### 3- DESCRIPTION DE L'OPERATION

#### 3.1- Rapport d'opportunité

##### - Description détaillée :

*① Contexte, présentation générale de la structure, de l'opération et le cas échéant complémentarité avec d'autres projets connus sur le même territoire, inscription de l'opération dans le cadre d'un projet plus global ou dans le cadre d'un appel à projets*

Créée le 1er janvier 1971 en application du décret du 23/12/1970 portant érection d'universités et instituts nationaux polytechniques en établissements publics à caractère scientifique et culturel, l'Université Toulouse Capitole, alors Université des Sciences Sociales, s'est, dès 1972, positionnée sur le périmètre de la formation professionnelle continue en mettant en œuvre, au sein de la Faculté de droit et de l'Institut de préparation aux affaires, la loi Delors du 16 juillet 1971, avec la création de cycles de formation à l'intention des adultes en reprise d'études ou en développement de compétences.

Au fur et à mesure de son évolution et de la création de nouvelles Unités de Formation et de Recherche (Faculté d'Administration Economique et Sociale devenue Faculté d'Administration et Communication, Faculté d'Informatique), d'écoles (TSE et TSM) et d'IUT (IUT de Rodez), ce souci de « professionnalisation » des études ne s'est jamais démenti et l'évolution, voire de l'insertion, des usagers en reprise d'études, est restée la marque de fabrique d'UT1 Capitole ; elle couvre la totalité du spectre des formations universitaires, du niveau 4 au niveau 8.

Ainsi l'Université accueille-t-elle depuis lors, des publics engagés dans la vie active, ce essentiellement sur les années diplômantes -3<sup>ème</sup> année de licence ou 2<sup>nde</sup> année de master -. Seul le programme spécifique d'accès aux études universitaires, la capacité en droit, est, lui, pluri-annuel, eu égard à la fois à la spécificité du public qui la compose et des textes qui la régissent.

A ce jour, l'Université Toulouse Capitole (UT1) compte 5 composantes -3 facultés, 2 écoles et 1 IUT- et décline une offre de formation complète essentiellement du domaine « droit économie gestion ». Depuis la nouvelle accréditation HCERES, elle est aussi référencée dans les domaines « sciences humaines et

sociales » et « sciences, technologies, santé ». Les diplômes qu'elle propose concernent en majorité le secteur des services, des métiers transverses et des fonctions support.

Elle accueille plus de 22 000 usagers (22 400 inscrits en 2020/2021 dont 12% relèvent de la formation continue professionnelle). Avec ses 40% de boursiers et sa forte implication depuis les années 80/90 dans les différents programmes régionaux en faveur des demandeurs d'emploi et de la promotion sociale, UT1 est un acteur majeur de la politique sociale régionale.

Dès 1999 avec la création de la 3<sup>ème</sup> année de licence en droit à distance, et 2000 celle de l'Université Numérique Juridique Francophone (UNJF) - *consortium qui, aujourd'hui, regroupe 43 membres dont la majorité sont des établissements publics français d'enseignement supérieur, auxquels s'ajoutent le Conseil National des Barreaux, le Conseil Supérieur du Notariat et le Centre national d'enseignement à distance* – dont UT1 a été membre fondateur, l'Université s'est lancée dans la digitalisation de son offre de formation de façon à répondre de la manière la plus pertinente possible aux exigences d'un vrai maillage territorial avec la mise-à-disposition des usagers d'une offre de formations à distance conséquente. C'est ainsi qu'à la rentrée 2020 on décomptait 23 parcours de diplômes nationaux et 7 diplômes d'université en formation ouverte et à distance, et, en formation continue incluant l'apprentissage, 46 parcours de diplômes nationaux et 22 diplômes d'université. Pour que le paysage soit complet, notons que l'offre de formation initiale est composée de 147 parcours. Cette offre de formations est relayée par des implantations physiques en Aveyron (IUT de Rodez) et Tarn-et-Garonne (Centre universitaire de Montauban).

Promotion sociale et accompagnement vers l'emploi ont toujours été un souci de l'établissement, c'est pourquoi, depuis les années 1980, l'Université Toulouse Capitole a participé et participe activement aux programmes régionaux de formation professionnelle à l'intention des demandeurs d'emploi. Ce furent d'abord par le biais de programmes d'une part « techniques » (études comptables, création d'entreprise, prévention du vieillissement...), d'autre part « d'insertion » (capacité en droit, réinsertion des femmes éloignées de l'emploi...) ; puis ce fut l'ouverture de ces 3<sup>èmes</sup> cycles à ce public spécifique : DESS droit et sciences du travail européen, DESS gestion du personnel, DESS droit et informatique... toujours avec le souci d'une insertion qui depuis le début du programme, ne se dément pas. L'objectif affiché, et maintenu malgré les évolutions que connaît l'enseignement supérieur et les difficultés liées à la récente crise sanitaire, est toujours d'accompagner les bénéficiaires du dispositif dans leur repositionnement professionnel et de se mettre au service des politiques d'emploi régionales, ce qui relève à la fois de sa mission de service public et de son rôle d'acteur majeur du développement territorial. Pour ce faire, deux atouts : une carte de formation dense et très professionnelle, et le développement de compétences spécifiques à l'accompagnement au sein du service commun de formation continue, validation des acquis et apprentissage (FCV2A) de l'établissement. Cette volonté de l'université d'inscrire et de poursuivre cette action dans le temps s'est manifestée par sa réponse à l'AMI « Enseignement supérieur public » lancé par la Région Occitanie l'été dernier, auquel UT1 Capitole a répondu et a été lauréate.

Au fil du temps, le périmètre des formations aux diplômes nationaux accessibles dans le cadre du partenariat UT1/Région s'est élargi et enrichi dans le réel souci de mettre en corrélation la demande des personnes en recherche d'emploi et celle des entreprises et de prendre en compte le contexte économique et social de la région.

Le programme est constitué en majeure partie de secondes années de masters, de troisièmes années de licences et de licences professionnelles. Il demeure complété dans sa dimension de promotion sociale, par une formation au certificat de capacité en droit, véritable école juridique de la seconde chance qui a pour vocation à court, moyen et long terme, une poursuite d'études ; il l'est, dans sa dimension de développement de compétences, par des diplômes d'université (DU) correspondant à des champs de spécialisation venant en complément d'une formation initiale ou d'un exercice professionnel spécifique. Cette année encore, va être reconduite l'expérimentation Innov'emploi sur les blocs de compétences, développée sur les thématiques de la sécurisation contractuelle dans le cadre de la licence en droit

parcours type juriste d'entreprise. Ce dernier dispositif peine toutefois à trouver son rythme de croisière notamment du fait de la politique malthusienne d'inscription au Répertoire Spécifique.

En permettant le développement de compétences s'inscrivant dans un large spectre, les formations proposées au PRF participent à la sécurisation de trajectoires professionnelles. Elles sont pour nombre de demandeurs d'emploi la meilleure solution de sécuriser un parcours-métier et/ou stabiliser une activité. Dans ce contexte, l'impact de la prise en charge financière des bénéficiaires du dispositif ForPro Sup dans la réalisation de leur repositionnement s'est souvent avérée essentielle, ce, tout particulièrement, dans le cas de rémunération ASP.

A ce propos, il nous paraît essentiel de souligner à nouveau que, en ce qui concerne l'enseignement supérieur, cette dernière mériterait une réévaluation.

En effet dans son calcul, seul le face-à-face pédagogique est pris en compte. Or, le suivi d'une formation relevant de l'enseignement supérieur a pour caractéristique de demander beaucoup d'implication et de travail personnel. C'est cette spécificité que mesurent les ECTS : à chaque ECTS est affectée une mesure horaire de 28 heures de temps de travail ; cette mesure prend en compte le face-à-face pédagogique, le temps de travail personnel ainsi que l'évaluation des connaissances et compétences acquises. Une année de formation validée par 60 ECTS correspond en fait à un volume de 1680 H, soit une année de travail à temps plein. Ne pas prendre en compte cet état de fait dans la détermination de la rémunération est à l'origine de bon nombre d'abandons et/ou de renoncements au programme. Dans ces conditions, sauf exception, les personnes qui ne disposent d'aucun soutien familial ne sont pas matériellement en posture de suivre le programme et c'est regrettable.

Cela l'est d'autant que l'accès au programme comporte bon nombre d'embûches : si l'Université Toulouse Capitole maintient plus que jamais sa volonté d'ouvrir ses parcours professionnels diplômants aux demandeurs d'emploi bénéficiaires du programme, les postulants doivent se plier néanmoins aux conditions de candidature et d'inscription liées à chaque diplôme postulé. Ces dernières deviennent de plus en plus exigeantes, année après année. Chaque dossier de candidature de ces adultes en reprise d'études « ForProSup » fait l'objet d'un examen particulier : sans une volonté politique affichée et un suivi pédagogique particulier, leurs profils, atypiques, dans la majorité des cas, ne leur permettraient pas d'accéder à ces formations sélectives, connues et reconnues, qui présentent un excellent taux d'insertion tous publics confondus.

L'offre ForProSup pour UT1 Capitole évolue et s'enrichit au fil du temps, au fur et à mesure qu'évolue et s'enrichit l'offre de formation de l'université et qu'émergent du terrain, les demandes de création. Elle le fait, en ce qui concerne les masters et les Diplômes d'Université (DU) de spécialité, toujours dans un souci de prospective sur les métiers de demain, dans le souci aussi du lien fort existant entre recherche et formation. En ce qui concerne les licences et les licences professionnelles, il s'agit davantage d'asseoir, de consolider, voire de former à des compétences-métiers jusque-là fragiles.

Enfin, en amont de l'offre, la capacité en droit occupe une place particulière. Formation emblématique de la promotion sociale elle accueille des stagiaires titulaires au mieux d'un niveau 3 (anciennement 5), désireux à la fois d'étayer leur parcours professionnel et de reprendre un parcours d'études leur permettant d'accéder s'ils le souhaitent à l'enseignement supérieur. Nous avons expérimenté depuis la rentrée 2020, avec l'aide de ForPro Sup et dans le cadre du Plan Investissement Compétences (PIC), une année spéciale de capacité en droit avec 5 parcours PIC. Nous sommes actuellement en cours d'évaluation de ce dispositif et de son efficacité.

Cette expérience a été rapportée à la conférence de doyens des facultés de droit qui ont œuvré à la refonte du diplôme. A la suite de ces travaux, un nouveau texte réglementaire est paru en septembre 2021 qui valide, malgré bien des polémiques à ce propos, cette expérimentation – capacité en droit en 1 an- tout en la considérant comme marginale ; la norme demeure la capacité en droit sur deux années.

De manière globale, le taux d'insertion des demandeurs d'emploi bénéficiaires du programme est élevé, 65% dans les 6 mois qui suivent la délivrance du diplôme pour les diplômes nationaux (hors capacité en droit qui demeure un diplôme d'accès aux études supérieures juridiques).

Ce taux d'insertion fait l'objet d'un double suivi depuis le début du programme : d'abord par le service commun de formation continue (FCV2A) en charge du programme (évaluation à 6 mois) puis par l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle de l'Université (OFIP) –ce dernier

englobe l'ensemble des diplômés de l'Université et est réalisé à 30 mois-. Les études de l'OFIP sont publiées et consultables sur le site de l'université.

Pour la rentrée 2022/2023, la volonté de l'UT1 Capitole est de maintenir, d'ouvrir et de repositionner l'offre de formation accessible aux demandeurs d'emploi répondant aux critères de financement : 1 licence professionnelle, et 2 Masters 2<sup>e</sup> année organisés en blended learning sont proposés afin d'enrichir l'offre déjà existante ; le choix de ces formations est fait en lien avec les enseignants-chercheurs, et 1 des nouveaux parcours est en lien avec la campagne d'accréditation (2021/2025) et le monde professionnel. En revanche, l'IUT de Rodez, composante d'UT1 et partenaire du PRF Rodez est contraint de resserrer son offre du fait de la mise en place du BUT qui ne permet plus d'afficher la seconde année de DUT et de la transformation des 2 Licences professionnelles en parcours exclusivement en apprentissage. La conséquence immédiate, et nous le souhaitons temporaire, en est le retrait de 7 formations de DUT et de 2 licences professionnelles : LP mention maintenance du système industriel de production et d'énergie parcours type maintenance de l'industrie du futur et LP mention métiers de l'informatique : conception développement et tests de logiciels, parcours type multimédia - mobilité – sécurité.

Ces retraits soit sont contraints par la réglementation nationale (exit le DUT, bienvenue le BUT) soit relèvent d'un souci pédagogique de construction de parcours spécifiques en apprentissage.

De manière générale, le taux de réussite aux examens –entre 90 et 100%- reste une manifestation de l'implication de tous les bénéficiaires du dispositif et des équipes, pédagogiques et administratives, qui les encadrent. Cela vient en partie de la qualité des échanges et de l'émulation liées à la mixité des publics. En effet, d'un point de vue didactique, les enseignants estiment que la présence d'adultes en reprise d'études au sein de leur groupe de formation, l'enrichit. Le mélange des générations, des origines et des vécus est fructueux : il apporte aux étudiants une vision concrète du monde du travail, étoffe les compétences des stagiaires de notions et de concepts dont le quotidien les avait éloignés, et crée une dynamique d'échanges bénéfique.

Quelques chiffres de réussite significatifs :

En 2020/2021, on constate :

- 89% de réussite pour la capacité en droit sur 2 ans, 67% de réussite pour le groupe expérimental capacité en droit année spéciale.
- 92% de succès aux examens pour le programme dit qualifiant avec *3 réussites partielles en attente de résultat au moment du montage du dossier*.
- 100% de réussite pour les diplômes d'université (DU).

Quant au taux de déperdition inscrits/présents à l'examen, il est de moins de 5,5% pour l'ensemble du dispositif Forpro Sup 2020/2021. Pour atteindre ce résultat, l'encadrement a été considérablement renforcé dans un contexte particulièrement difficile pour tous, stagiaires, conseillers, enseignants. Les motifs d'abandon sont dans la majorité des cas liés à un retour à l'emploi.

Chaque bilan annuel confirme la qualité et le rôle social de ce partenariat. Il nous a permis de faire évoluer notre carte de formation, de travailler sur l'accompagnement, le positionnement et l'individualisation des parcours. Nous souhaitons, avec l'aide de la région Occitanie, poursuivre en ce sens et continuer à enrichir l'offre de formation accessible aux demandeurs d'emploi.

- **Pertinence socio-économique de chaque filière proposée** (selon le répertoire joint) :

Les enquêtes d'insertion professionnelle menées par l'OFIP au sein de notre Université (promotion 2018, 30 mois après la sortie de formation\_ sans poursuite d'études après le diplôme suivi\_) nous confirme que pour UT1 Capitole :

- Le taux d'insertion des diplômés de Licence Professionnelle -sans poursuite d'études après la Licence Professionnelle- est de 95% (taux de réponse à l'enquête 82%)



- Le taux d'insertion des diplômés de Master 2 -sans poursuite d'études après le Master 2 -est de 93% (taux de réponse à l'enquête 81%)

Les secteurs d'activité des formations de l'Université Toulouse 1 Capitole s'inscrivent dans domaine « droit, économie gestion », qui englobe entre autres l'information-communication, l'Administration Economique et Sociale, l'informatique de gestion, les mathématiques et statistiques appliquées à l'entreprise... On peut dire que tous les secteurs d'activité sont visés puisque l'établissement prépare essentiellement à des métiers transverses : juriste, administrateur, gestionnaire, commercial, informaticien, économiste, data scientist... et aussi à des professions réglementées : expert-comptable, commissaire aux comptes, avocat, magistrat, notaire...

Les formations proposées permettent à leurs titulaires d'exercer des fonctions support au sein des entreprises régionales comme nationales, des structures publiques comme privées, voire d'exercer une activité libérale.

Les chiffres de l'enquête PRF à 6 mois, promotion 2019/2020, confirment l'impact positif de la formation sur le développement des compétences et le devenir professionnel de stagiaires dont certains étaient très éloignés de l'emploi : 65% de demandeurs d'emploi inscrits en Licences professionnelles/Licences et Masters sont en activité avec une adéquation emploi/formation élevée soit 93%. Notons que le taux de réponse à l'enquête à 6 mois est de 91%.

La nomenclature des secteurs professionnels, nous permet d'identifier 5 secteurs émergents qui se côtoient, voire se recoupent. Ils ne représentent pas la globalité de l'offre de formation UT1 mais donnent une idée assez fidèle du dispositif ForPro Sup.

#### **Le secteur du droit et de la justice :**

Il conduit à des emplois nombreux et variés : assistant juridique, juriste d'entreprise, et sous réserve de réussite aux concours ; avocat, notaire, magistrat... Les débouchés proposés permettent aux stagiaires de s'insérer dans des emplois d'entreprises privées comme publiques.

L'évolution professionnelle proposée via nos formations ouvre accès à un large panel de métiers à partir de bac+3 jusqu'au bac+5.

La particularité de ce secteur réside dans la recherche d'une double compétence (par exemple droit et management ou droit et économie...). Bien que le marché de l'emploi soit toujours aussi resserré, de beaux parcours parmi le public en reprise d'études sont constatés. D'après les chiffres d'insertion UT1 (enquête OFIP promotion 2018 en 2020), 94% des diplômés de masters de droit et science politique, 30 mois après la sortie de formation, sont en emploi. (taux de réponse : 83% de diplômés de Master 2 de Droit et science politique, sans critère d'âge, peu importe le régime d'inscription).

**Les métiers de la banque et l'assurance** sont en pleine mutation et les besoins de profils qualifiés sont toujours nécessaires. Ils prouvent leur dynamisme en se positionnant parmi les premiers employeurs privés. Les formations de bac+3 à bac+5 avec une spécialisation en banque, en finance ou en assurance sont en réelle adéquation avec les profils recherchés dans ces secteurs. Les recruteurs demandent des profils de plus en plus pointus et à bac+5. Les actuaires, les spécialistes en mathématiques financières, en big-data et les doubles profils école d'ingénieurs-finance sont particulièrement recherchés.

**Le secteur audit-gestion et ressources humaines :** Les RH sont une fonction incontournable des entreprises et les métiers de la gestion ne connaissent pas la crise. En constante évolution, ces derniers nécessitent, comme ceux du droit, une constante actualisation des connaissances de professionnels dont les entreprises ne peuvent se passer. À bac +3 et surtout à bac +5, ils connaissent de belles perspectives d'évolution de carrière. Selon les chiffres OFIP, 30 mois après l'obtention des diplômes de ce secteur, 93% des diplômés de masters sont en emploi (enquête OFIP promotion 2018 en 2020, taux de réponse de 81% pour diplômés sans poursuite d'études après leur Master 2).

Concernant l'enquête PRFP à 6 mois (promotion 2019/2020), pour la licence AES/RH accessible uniquement en formation continue, on note, 71% de personnes en emploi avec une adéquation emploi/formation à plus de 80%, ce qui est remarquable dans la mesure où cette licence accueille des personnes particulièrement éloignées de l'emploi.

**Le Secteur informatique, internet :** Présent dans tous les secteurs et porté par les innovations technologiques, le secteur informatique génère de nombreux débouchés. De bac + 2 à bac + 5, les informaticiens sont recherchés. Le dynamisme de ce secteur se confirme par de fortes progressions d'embauches en 2021.

Les chiffres disponibles via l'enquête OFIP (promotion 2018 en 2020) du ministère montrent que 30 mois après la formation, 97% des diplômés de masters sont en emploi (taux de réponse à l'enquête de 69%). Le stage et l'alternance restent un facilitateur d'accès au premier emploi. En effet, 90% des diplômés de ce secteur se sont vus proposer par leur employeur une offre d'emploi à la fin de la période de stage ou d'alternance. Ceux qui ont accepté l'offre et qui ont donc directement été recrutés par leur entreprise représentent 72% des diplômés. Pour l'ensemble des diplômés de Master 2 en Informatique, la durée moyenne de recherche du premier emploi est de 1 mois. Le taux d'emploi à durée indéterminée (EDI) est de 97%.

**Le secteur administration et communication :** Les métiers de la communication subissant l'essor des technologies de l'information (réseaux sociaux, big data...) ont dû se renouveler et évoluer.

On peut distinguer deux types de profils recherchés sur le marché du travail. Les Licence 3<sup>ème</sup> année permettent de répondre aux besoins de polyvalence exprimés tant par les grandes entités que les PME. Ces profils qualifiés sont capables d'établir des diagnostics et de travailler en étroite collaboration avec les équipes terrains. Le niveau Master ouvre l'accès à des postes de direction où, en réponse à l'important attrait suscité par ces emplois, une spécialisation accrue est demandée. Bien que la concurrence soit importante sur le marché du travail dans ce secteur, on note une bonne insertion professionnelle des personnes formées en Master 2 d'Administration et Communication avec un taux de 84% de personnes en emploi (pour les diplômés de Master 2 n'ayant pas poursuivi leurs études) (enquête OFIP promotion 2018 en 2020- 83% de taux de réponse). La crise actuelle a laissé des traces dans ce secteur, mais c'est justement l'opportunité de travailler sur le moyen et le long terme et former les bénéficiaires du programme aux transformations de la société et des métiers, dont notamment la place de la e-communication, ses atouts, ses apports et ses contraintes.

**- Modalités mis en œuvre pour assurer la réussite et l'insertion du stagiaire (accompagnement individualisé pédagogique, administratif, services divers ...) :**

La reprise d'études nécessite une implication totale des stagiaires sortis du système de formation initiale depuis longtemps pour certains. Le positionnement du candidat est primordial et les rencontres avec les stagiaires potentiels facilitent le cas échéant l'orientation ou la réorientation vers un partenaire ou autre...en fonction du projet professionnel qui se dégage. Chaque candidat présente un parcours unique, la reprise d'études pour un adulte nécessite un suivi particulier et individualisé.

Les équipes impliquées dans ce dispositif sont particulièrement sensibles à la réussite de ce public et des rendez-vous individualisés - soit avec les enseignants-chercheurs en charge de diplôme, soit avec les différents correspondants du service de formation continue de l'établissement - rythment la formation. Le service formation continue est au cœur de ces rencontres lorsqu'elles sont sollicitées par le stagiaire.

Ce suivi spécifique est possible car les promotions concernées par le dispositif ForPro Sup hormis la capacité en droit ne dépassent pas 20 à 35 stagiaires selon les diplômes visés.

Il existe toujours un lien entre suivi pédagogique et suivi administratif. Les stagiaires sont en contact direct avec les assistants de formation et le référent ForPro Sup du service au minimum une fois par mois, ce qui facilite leur accompagnement, leur suivi et au-delà. Cela permet également d'effectuer des ajustements tout au long de la formation.

Après la formation, l'enquête d'insertion réalisée à 6 mois prend le relais.

**- Résultats attendus (en termes de validation aux diplômes, d'insertion professionnelle ...) :**

Les résultats attendus pour l'ensemble du programme sont la réussite au diplôme de 90 à 100% et un taux moyen (hors capacité en droit) d'insertion professionnelle à 6 mois suivant la diplomation a minima de 60% avec une adéquation emploi/formation élevée (complète ou partielle).

- **Modalités du suivi post formation** (fréquence, service concerné ...) :

Il existe 2 types de suivi post formation :

- Une enquête de satisfaction sur le déroulement de la formation réalisée à la fin du cursus.
- Et le suivi de l'insertion des stagiaires du dispositif. Il s'effectue à plusieurs niveaux :

**Au niveau du service de formation continue : enquête d'insertion à 6 mois, conformément à la convention cadre.**

Modalité : un questionnaire d'insertion professionnelle est diffusé par mail à l'ensemble des bénéficiaires du dispositif. Les résultats de cette enquête mise en place par le FCV2A fait l'objet d'une analyse qui est remise à la Région à sa demande, venant ici appuyer la demande de subvention de l'année suivante. La relance téléphonique systématique a permis un taux de réponse à l'enquête 86% pour celle 2019/2020.

**Au niveau de l'établissement :**

L'**OFIP** (Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle) réalise des enquêtes d'insertion à 30 mois sur le devenir professionnel des diplômés toutes catégories confondues.

Enfin, depuis 2016, l'université a mis en place **ALUMNI**, réseau social géré par le **SUIO-IP**, qui permet de garder le contact avec les diplômés des promotions précédentes. Il assure leur mise en relation avec les entreprises qui peuvent utiliser ce réseau comme un moyen de recrutement par la publication d'offres d'emploi.

### **3.2- Présentation générale de l'opération**

#### **L'OFFRE DE FORMATION**

**Certification(s) qualité engagée(s) par votre Service Formation Continue**, à défaut celle de l'établissement :

L'Université Toulouse Capitole s'est engagée depuis les deux derniers contrats quinquennaux dans une démarche d'amélioration continue avec une forte restructuration des services administratifs dans une logique de développement durable et de digitalisation des procédures.

Cette démarche est rythmée par les évaluations menées par l'HCERES (évaluation à mi-contrat et évaluations liées à la négociation du nouveau contrat). Les rapports qui ont été rendus sont tout à fait satisfaisants et donnent les pistes de progression permettant de poursuivre la démarche entamée. Pour mémoire, la certification HCERES fait partie des certifications qualité reconnues par France Compétences.

Par ailleurs, l'établissement a été datadocké pour son activité de formation continue. Ce label a fait l'objet d'un audit passé avec succès et, depuis la rentrée 2021, l'établissement a démarré cet automne la procédure Qualiopi avec pour objectif l'obtention du label à l'automne 2022.

Outre cela, la TSM, Ecole de Gestion d'UT1, est certifiée Qualicert et l'Université dans son ensemble est labellisée « Bienvenue en France ». Ce label, délivré pour 4 ans par Campus France et validé par une commission indépendante, permet d'identifier les établissements offrant une qualité d'accueil aux étudiants internationaux, indissociable de celle de l'accueil de l'ensemble des usagers comme de celle des nouveaux personnels de l'Université.

Mener à bien ces dossiers a nécessité à la fois la détermination d'objectifs et de critères communs et la mobilisation collective des services de l'établissement.

## LES FORMATIONS (diplômes + blocs de compétences)

Niveau de formation	Nombre de formations	Effectif prévisionnel
7	44	74 (dont 4 PIC de niveau 6)
6	21	
5	1	
4	2	40
<b>Total</b>	<b>68</b>	<b>114</b>

### Dont détail des formations DIPLOMES

Niveau de formation	DIPLOMES				EFFECTIF		
	Nombre de formations	Dont DU	Dont Capacité en droit	Dont nouvelles formations	Effectif prévisionnel	Dont effectif Capacité en droit	Capacité totale d'accueil tout public (prévisionnel)
7	44	1		2	70		1174
6	19	6		1			419
5	1	1					15
4	2		2		40	40	125
<b>Total</b>	<b>66</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>110</b>	<b>40</b>	<b>1733</b>

### Dont détail des formations BLOCS DE COMPETENCES

	BLOCS DE COMPETENCES				
Niveau de formation	Nombre de BC	Dont diplômes entièrement proposés en BC	Dont diplômes partiellement proposés en BC	Effectif prévisionnel	Capacité totale d'accueil tout public
7					
6	2		1	4	30
5					
4					
Total	2		1	4	30

### DROITS D'INSCRIPTION RESTANT A LA CHARGE DU STAGIAIRE : détaillez, expliquez

Les droits d'inscription dans l'enseignement supérieur sont fixés annuellement par le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation pour les diplômes nationaux. Ces derniers seront connus en juillet 2022.

Niveau 4 : Sans objet

Niveau 5-6-7 :

- Pour les niveaux Licences, Licences professionnelles les droits d'inscription s'élèvent à 170 euros pour la rentrée 2021/2022.
- Pour les Masters, le coût des droits d'inscription à la charge du stagiaire est de 243 euros pour 2021/2022.

Niveau DU :

Pour les DU le coût des droits d'inscription à la charge du stagiaire est de 170 euros pour la rentrée 2021/2022.



Blocs compétences : Pas de droits d'inscription universitaire pour une inscription à un bloc de compétences.

Autre (précisez) :

### **LES NOUVELLES FORMATIONS DIPLOMES**

Liste des nouvelles formations présentées :

Intitulé, diplôme, niveau de sortie, présentation argumentée

N° de l'action	Intitulé	Diplôme	Niveau de sortie
21F0018 (71)	Licence professionnelle mention droit notarial parcours type comptable taxateur	Licence Professionnelle	6
21F0018 (72)	Master 2 mention droit social parcours type droit et management social de l'entreprise-formation à distance avec regroupements	Master 2	7
21F0018 (73)	Master 2 mention droit de la santé parcours type droit de la santé et de la protection sociale, formation à distance avec regroupements	Master 2	7

### **LES NOUVEAUX BLOCS DE COMPETENCES** AUCUN

Liste des nouveaux blocs de compétences présentés

Intitulé, préciser quel est le diplôme de référence, modalités de mise en œuvre, organisation pédagogique (formation spécifique pour un public de stagiaires formation continue...), pertinence socio-économique, validation, résultats attendus, modalité du suivi post formation

### **DAEU/ CAPACITE EN DROIT :**

- **Qu'elles sont les évolutions proposées (ou déjà mises en œuvre) en termes de : durée, positionnement, accompagnement, modalités pédagogiques, résultats attendus ...**
- **Quels sont les premiers résultats constatés en termes de : assiduité, résultats aux diplômes, suite de parcours...**

Dès la rentrée 2019/2020, la première année de capacité en droit a été totalement positionnée à UT1 (fin du partenariat avec l'IPST CNAM) sur la base de 163 heures de formation selon les modalités pédagogiques décrites ci-dessous.

En 2020/2021, la seconde année prend le relais de cette première ouverture sur la base d'un volume horaire de 160 heures.

Sur la période 2019/2021, a ainsi eu lieu une refonte complète de l'approche pédagogique du programme avec une proposition d'enseignement à la fois en blended learning et en classe inversée, une structuration en unités d'enseignement et en semestres, enfin une prise en compte des orientations des programmes juridiques de l'enseignement secondaire, de leur démarche et de leurs objectifs tout en faisant le lien avec ceux des deux premières années de licence en droit. L'accompagnement a été considérablement renforcé et un très important effort a été porté sur la maîtrise de la langue et des concepts juridiques. Parallèlement, en 2020/2021, une expérimentation d'année spéciale du certificat de capacité en droit sur 1 an a été ouverte sur la base de 323 heures de formation ouvrant alors droit à rémunération et reconduite en 2021/2022 en phase expérimentale. L'accès à cette année spéciale est,

exceptionnellement, sélective. Elle a pu se dérouler malgré les difficultés liées à la période de confinement. Nous sommes en train d'en faire le diagnostic afin d'envisager les éventuelles pistes d'amélioration. Pendant le temps d'analyse du dispositif, nous optons pour un temps de pause dans le cadre de Forpro Sup pour la rentrée 2022/2023.

Chose notable : la conférence des doyens de la faculté de droit s'est emparée de cette expérimentation et a œuvré pour que le décret du 30 mars 1956 soit abrogé de façon à intégrer de nécessaires évolutions du dispositif, ce qui fut acté par l'arrêté du 25 septembre 2021.

- **positionnement** : Une fiche de pré-positionnement a été créée dans le but de vérifier la faisabilité du projet (CV et lettre de motivation) et de faciliter la mise en place d'entretiens pédagogiques permettant de valider le projet

Pour l'année spéciale, une batterie de tests (orthographe, compréhension de texte, culture générale et rédaction dans le domaine du droit) a été mise en place en plus de la fiche pré-positionnement afin de vérifier le socle de base et s'assurer de la faisabilité du projet personnel et professionnel du candidat.

- **accompagnement** : La question de l'accompagnement demeure primordiale pour le public inscrit en capacité en droit. L'équipe pédagogique étudie la pertinence d'outils numériques adaptés afin de proposer un accompagnement efficient. L'expérimentation cette année est en train de valider les choix initiaux. Des ajustements pourront donc avoir lieu dès la rentrée 2022/2023 après le conseil de perfectionnement.

- **modalités pédagogiques : format mixtes** : cours en ligne et regroupements présentiels avec pédagogie inversée + accompagnement renforcé.

- **résultats attendus : (validation totale, validation partielle, abandons...)** : favoriser l'intégration en licence droit.

## **LES FORMATIONS POUR LESQUELLES VOUS SOLLICITEZ DU FSE**

**Les établissements mettant en œuvre le DAEU peuvent mobiliser du FSE**

N° d'action, intitulé, diplôme, niveau de sortie, effectif prévisionnel FSE

AUCUNE

## **PUBLIC DEMANDEURS D'EMPLOI: INFORMATION - ACCUEIL**

### **• Précisez le public concerné :**

Le public concerné par l'ensemble du programme est le public demandeur d'emploi inscrit à pôle emploi.

### **• Quelles sont les structures du réseau SPRO que vous identifiez pour l'orientation des candidats ?**

Les structures du réseau SPRO sont les suivantes :

- En externe :

1. Pôle emploi
2. APEC (avec le conseil en évolution professionnelle)
3. Maisons de la Région
4. Maisons de l'Orientation
5. CIBC
6. Mission Locale,
7. Cap emploi
8. CIDFF
9. Les réseaux consulaires
10. Les acteurs du conseil en évolution professionnelle

- En interne : le Service Universitaire d'Information, d'Orientation et d'Insertion Professionnelle : SUIO-IP

Tout le travail d'accueil information et d'orientation se fait avec l'appui du CARIF-OREF qui diffuse l'ensemble de l'offre financée par la Région et les coordonnées des gestionnaires du service de formation continue.

La remontée de nos formations conventionnées via Kairos grâce au Carif-Oref permet aussi une diffusion large au sein du prescripteur pôle emploi.

- **Indiquez les modalités de travail avec ces structures et de diffusion de l'information :**

En amont de chaque rentrée, un envoi mail est réalisé par la chargée de communication du FCV2A de l'offre ForPro Sup pour UT1 Capitole à destination des référents formation et conseillers pôle emploi, des animateurs des centres ressources des Maisons de la Région, des Maisons de l'Orientation, des conseillers missions locales, des conseillers bilan des CIBC afin qu'ils puissent avoir accès à l'information et orienter ainsi au mieux leur public directement auprès de notre service.

Tout au long de l'année, nous participons à différentes manifestations consacrées à la formation et à l'emploi dans lesquels nous retrouvons les membres du réseau SPRO (salons TAF, Carrefour de la Formation Continue...).

L'offre de formation est également accessible par les structures du réseau sur le site du CARIF OREF. Il est à noter que des changements importants en lien avec la réforme de la formation professionnelle sont venus modifier le cadre d'affichage et de communication de notre offre via le CARIF OREF et qu'un réajustement est encore à prévoir afin d'avoir un cadre de fonctionnement commun.

Enfin, un accueil téléphonique dédié est assuré par la chargée de communication qui renseigne le public sur l'offre de formation de l'Université et qui précise les modalités de candidature et de financement spécifiques au dispositif. Le relais est ensuite pris par l'équipe des gestionnaires de formation.

L'ensemble de ces différentes actions (réunion d'informations, salons, accueil téléphoniques) nous permet de suivre les candidats potentiels pouvant relever du dispositif ForPro Sup et de les accompagner au mieux jusqu'au dépôt de la candidature.

Les deux dernières années ont été particulièrement difficiles. La crise sanitaire que nous traversons a fortement impacté les actions de communication ciblées sur le dispositif Forpro Sup.

Notre Pôle communication a réagi en conséquence et a trouvé d'autres supports pour communiquer auprès des usagers, en particulier des demandeurs d'emploi.

Nous avons dû nous adapter et l'avons fait avec l'accord de la Région. Un pré-catalogue dès le mois d'avril a été à nouveau mis en place afin de pouvoir échanger avec les prescripteurs sur l'offre de formation. La communication directe avec les prescripteurs comme Pôle Emploi ou les Maisons de la Région a donc été intensifiée.

Avec l'appui du Conseil Régional, nous participons à l'organisation des actions de communication au sein des Maisons de la Région. Nous y présentons notre offre inscrite au dispositif ForPro Sup ainsi que les modalités de candidature et de demande individuelle de subvention pour les bénéficiaires.

Nous y détaillons également le circuit à suivre pour postuler la formation au sein de l'université et y rencontrer le bon interlocuteur : le service de formation continue. Nous avons été sollicités cette année et avons pu participer au Co'pass sur plusieurs territoires en visio-conférence. Les prescripteurs ont été très à l'écoute.

Toutefois, nous espérons pouvoir reprendre au plus vite les partenariats existants sous une forme plus traditionnelle.

- **Comment prévoyez-vous d'informer et d'accueillir les candidats orientés ?**

L'information et l'accueil se déroulent en 3 temps :

- Le premier stade d'information est celui d'une information globale sur le site de l'université (détail de l'offre de formation, contenu, équipes pédagogique et administrative, conditions de candidature, réglementation des examens...). Cette information est à la disposition des SPRO comme des candidats potentiels.
- Le deuxième stade de l'information des candidats est individualisé. Deux périodes d'échanges sont à retenir en amont de la formation :
  - lors de la période de dépôt de candidatures
  - au moment des inscriptions administratives.

Une mise en relation avec les responsables pédagogiques est recommandée voire indispensable dans certains cas. Aussi, acteur de son projet, le candidat déclenche la prise de contact avec l'appui du service formation continue. Cette prise de contact nous permet de repérer la candidature en amont, de l'appuyer et d'en faire le suivi jusqu'à la décision de la commission de sélection.

- Le troisième suit l'admission effective du candidat : le relais est alors pris par le service de formation continue de l'Université Toulouse 1 Capitole (FCV2A) qui monte le dossier de demande de financement Région. S'ensuit l'inscription administrative par le service avec la remise du dossier spécifique de rentrée qui indique les obligations et les devoirs du stagiaire (présence en cours, absences justifiées, participation à la réunion de présentation du dispositif avec la présence de la chargée de mission de la région, demande de convention de stage, l'accès aux ressources numériques et bibliothèques...). Un accusé de réception de tous ces documents vient abonder le dossier administratif du stagiaire.

- **Précisez les modalités de recrutement du public :**

La plupart de nos formations sont à effectif restreint et à accès sélectif ce qui suppose des prérequis de diplôme et/ou éventuellement d'expérience professionnelle.

Le public en reprise d'études bénéficie d'un dispositif permettant l'accès direct à une formation de l'enseignement supérieur sans justifier des prérequis académiques. Le parcours professionnel et individuel du candidat est pris en compte dans sa globalité : c'est le dispositif VAPP 85 (validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels). Cette procédure fait partie intégrante du dossier de recrutement.

La majeure partie des formations présentes dans ce dispositif concerne les formations qualifiantes qui mêlent public formation continue et étudiants. Le recrutement pour ces formations (Licences professionnelles et Masters) est réalisé via un logiciel de candidature (e-candidatures), mis en place par l'établissement et qui recueille l'ensemble des pièces nécessaires à l'examen du dossier. Une pièce spécifique permet au candidat de formation continue de mentionner son expérience, son projet professionnel et son statut. Ce logiciel est accessible sur le site d'UT1 Capitole dès le mois d'avril et ce jusque fin mai. Les dates de candidature peuvent être différentes selon les sites (Rodez, Montauban...) ou la filière (informatique, gestion...). Il faut noter que depuis la rentrée 2021, l'accès direct en 2<sup>nde</sup> année de master ne pourra être possible que dans la mesure où le droit à la poursuite d'études des étudiants engagés dans la mention concernée aura été respecté. Les différentes composantes de l'université sont donc en train d'analyser les modalités spécifiques de candidature et d'intégration directe des adultes en reprise d'études dans les parcours inscrits au programme.

Certaines candidatures (Diplômes d'Université, certificat de capacité en droit, licence AES RH FC, Master 2 droit fiscal FC et droit du patrimoine FC, Master droit de la santé et de la protection sociale cycle FC, Master droit et management social de l'entreprise cycle FC...) sont gérées directement par le service de formation continue via un dossier de candidature accessible en ligne à partir de la fiche diplôme ou en contactant directement les gestionnaires de formation. Le calendrier est alors fixé avec les équipes

pédagogiques. En moyenne, 2 commissions de sélection, juin et septembre, sont organisées. Il est toutefois à noter que l'établissement est en cours de généralisation du dispositif e-candidatures.

Les candidatures tardives de demandeurs d'emploi sont, dans la mesure du possible et dans la limite des places disponibles au sein de la formation visée, examinées au cas par cas (dès lors que le projet ou l'expérience professionnelle est pertinente et validée par les responsables de formation), à condition que la formation n'ait pas démarré.

Certains responsables de Masters organisent des entretiens systématiques auxquels le service de formation continue peut être amené, à leur demande, à participer.

- **Précisez s'il existe des modalités de recrutement spécifiques pour certaines actions (DAEU, capacité de droit, bloc de compétences, etc) :**

Depuis la rentrée 2016, une fiche de positionnement a été mise en place pour la capacité en droit permettant au candidat d'exposer son projet professionnel ou de formation et vérifier ainsi à travers l'organisation d'une commission pédagogique la faisabilité du projet. Cela permet le cas échéant, de réorienter les personnes sur d'autres formations en lien avec les besoins et les attentes.

La signature de la convention KAIROS avec Pôle Emploi permet d'organiser des actions d'information collective pour les formations accueillant un grand nombre de demandeurs d'emploi : la capacité en droit et la licence AES RH. Le positionnement et les convocations peuvent être prescrits directement par les conseillers Pôle Emploi. Cette mesure a été mise en place pour préparer les recrutements 2018, 2019 et 2021 de la licence AES RH et pourra être renouvelée et étendue pour la capacité en droit.

## **ACCOMPAGNEMENT**

- **Combien de temps est consacré au positionnement ?**

Il est difficile d'estimer le temps consacré au positionnement du candidat. En effet, un appel téléphonique peut débloquent une situation et parfois plusieurs entretiens sont nécessaires avec plusieurs interlocuteurs, et notamment les responsables de formation.

Notre présence sur les salons et les différentes actions de présentation du dispositif toujours avec l'appui de la Région nous permettent de rencontrer les candidats potentiels régulièrement facilitant ainsi le positionnement ou la réorientation vers un partenaire ou autre...

Chaque candidat présente un parcours unique, la reprise d'études pour un adulte nécessite un suivi particulier voire du sur mesure. Aussi, aucune durée concrète ne peut donc être détaillée ici.

- **Effectuez-vous une évaluation du niveau de formation des candidats en amont de l'entrée en formation ? Comment utilisez-vous les résultats de cette évaluation ?**

En ce qui concerne les diplômes nationaux, l'évaluation du niveau des candidats passent par le processus e-candidature et donne le plus souvent lieu à des validations d'acquis personnels ou professionnels (dispositifs de VAPP 85, voire le cas échéant, de VAE ou VES). La règle de recrutement reste celle de l'établissement qui s'applique à tous les diplômes et pour tous les candidats et si évaluation il y a, c'est à ce niveau qu'elle est instaurée.

Un point de vigilance, déjà signalé supra, demeure : la mise en place de la réforme des Masters (2020) avec le déplacement de la sélection de la seconde année à la première année, a eu un impact sur le recrutement 2021/2022 et risque d'impacter profondément nos modes de sélection et d'accès à la formation.

En ce qui concerne les DU, les dossiers sont traités directement par les commissions pédagogiques qui sollicitent ou non des entretiens avec le candidat.

Enfin, une évaluation spécifique du niveau général des candidats postulant la Capacité en Droit est réalisée au travers de la construction du projet professionnel. Nous la complétons de manière plus



formelle pour le programme spécial sur 1 an qui demande de maîtriser déjà certains acquis théoriques fondamentaux (maîtrise de la langue écrit/oral).

- **Selon quelles modalités est défini le projet professionnel ?**

Le projet professionnel peut être défini selon les modalités suivantes :

1/En amont de la candidature :

Dans la majorité des cas, les candidats potentiels viennent nous rencontrer après avoir effectué un suivi avec le conseiller Pôle Emploi (ou Cap Emploi, mission locale, CIBC, Agefiph...) qui aura validé un pré-projet et construit la stratégie pour un retour à l'emploi via les supports à sa disposition : « évaluation des compétences et des connaissances professionnelles » (ECCP), « bilan de compétences », « atelier : préparer son projet de formation », « période de mise en situation en milieu professionnel » (PMSMP), « construire votre parcours de formation ».....

Une fiche de positionnement et un projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) sont alors communiqués au candidat potentiel.

C'est grâce à ces feuilles de route que nous mettons ensuite tout en œuvre au sein du service formation continue pour accompagner le candidat potentiel dans son positionnement sur le ou les diplômes en lien avec le projet, et dans sa candidature.

En effet, en fonction des profils, des entretiens individuels sont réalisés au sein du service de formation continue afin de définir la meilleure stratégie d'orientation en lien avec le parcours du candidat et l'offre ForPro Sup. Dans certains cas, une relation directe s'établit avec le conseiller Pôle Emploi afin de déterminer la stratégie de formation la plus pertinente pour atteindre les objectifs professionnels du stagiaire.

En plus de ces dispositifs, le candidat potentiel peut également être accompagné dans l'élaboration de son projet par les conseillers du Service d'information et d'orientation de l'établissement.

Les animateurs des maisons de l'orientation sont également des personnes support sur lesquelles peuvent s'appuyer les demandeurs d'emploi pour la construction du projet de formation.

2/Au moment de la candidature :

Le projet professionnel est également mentionné dans le dossier de candidature qui fait état des diplômes, de l'expérience professionnelle, de la motivation et surtout des perspectives d'emploi de la personne. Si celles-ci ne sont pas suffisamment explicites, des échanges ont lieu avec les assistants de formation du FCV2A et le cas échéant avec les responsables pédagogiques des formations afin de vérifier la pertinence du positionnement de la personne, voire d'ouvrir leur champ de réflexion.

A reconduire : possibilité pour le service FCV2A, via l'outil Kairos, d'organiser des actions d'informations collectives. Le positionnement du public demandeur d'emploi se fera alors directement avec Pôle Emploi qui en fonction du projet professionnel (pré-validé par les conseillers) inscrira et convoquera les candidats potentiels. Le recrutement définitif dépendra toujours des équipes pédagogiques et des exigences de ces dernières.

Le service de formation continue est là pour accompagner le demandeur d'emploi qui le désire afin que son projet de formation et à plus long terme son projet professionnel se concrétisent. Des conseils peuvent être donnés mais seul l'appui du conseiller Pôle Emploi est à même de les rendre efficaces. Dans certains cas, particulièrement complexes, la collaboration Pôle Emploi, FCV2A peut être très étroite.

- **Quelles sont les modalités du suivi du stagiaire tout au long de son parcours ?**

Tout au long de son parcours, le stagiaire peut bénéficier d'un accompagnement individualisé :

- Sur le plan pédagogique, la construction des formations accueillant des promotions réduites (en moyenne entre 20 et 35 personnes, hors capacité en droit), tous profils confondus, rend possible un accompagnement quotidien à toutes les étapes de la formation. Signalons que, de surcroît, un accompagnement spécifique peut être mis en place à la demande du bénéficiaire.

Le service formation continue a particulièrement la charge de suivre ces demandes.

- Sur le plan administratif et a minima, tous les mois, le bénéficiaire est en contact direct avec les gestionnaires de formation du service et le référent ForPro Sup facilitant ainsi son accompagnement et

son suivi. Ce contact privilégié permet d'effectuer des ajustements tout au long de la formation. Si besoin le stagiaire peut contacter librement les assistants de formation dont il dépend ou le référent du programme.

Ce suivi régulier permet d'assurer la réussite au diplôme et l'insertion professionnelle du stagiaire. Des enquêtes d'insertion sont ensuite réalisées à 6 mois à la demande de la Région.

- **Un accompagnement et un soutien en cas de difficultés est-il prévu ?** ■ Oui ☐ Non  
Si oui précisez les modalités et qui le fait :

Différents interlocuteurs sont possibles :

1. L'équipe pédagogique peut donner des conseils méthodologiques, bibliographiques, activer le réseau relationnel et professionnel...Des entretiens individuels sont programmés.
2. L'équipe Formation continue si les difficultés concernent la sphère personnelle et/ ou professionnelle sous forme d'entretiens individualisés.
3. Parfois les 2 ensemble si besoin.

Il est à noter que, du fait des modalités de recrutement et du niveau d'exigence en termes de formation, d'expérience et de diplômes, notamment en programme qualifiant, les difficultés demeurent rares et sont le plus souvent liées à des problèmes autres. La plupart du temps, c'est la dimension personnelle qui en est à l'origine et tout particulièrement les difficultés financières liées au mode de calcul du taux de rémunération par l'ASP –*prise en compte du seul face-à-face pédagogique et non pas du temps de travail réel que demande le suivi d'une formation de l'enseignement supérieur*-.

- **Une aide à la recherche de stage et d'emploi est-elle proposée ?** ■ Oui ☐ Non  
Si oui précisez les modalités et qui le fait :

Le stagiaire de formation continue a accès à l'ensemble des ressources proposées par l'Université pour la recherche de stage et d'emploi dont :

1. Les ateliers d'aide à l'orientation et à l'insertion professionnelle proposés tout au long de l'année universitaire au SUIO-IP pour :
  - Construire son projet d'étude et son projet professionnel
  - Élaborer sa stratégie de recherche de stage et d'emploi avec des outils efficaces (CV, lettre de motivation, entretien...)
  - Préparer ses candidatures à une formation sélective
  - Préparer ses candidatures à l'international
2. La participation aux forums, rencontres et conférences professionnelles : afin de renforcer le lien apprenant-Entreprise, des collaborations existent entre les partenaires du milieu économique, les composantes de l'Université et le SUIO-IP. Des journées sur un thème précis sont organisées pour permettre de rencontrer des professionnels, d'informer sur les métiers proposés par les entreprises. L'Université Toulouse 1 Capitole est la première université à avoir signé une convention de partenariat avec Airbus.
3. Animés par le SUIO-IP et des professionnels du recrutement, des ateliers sous forme de mini-conférences permettent au public de découvrir une entreprise ou de traiter de sujets concernant la construction du projet, l'insertion professionnelle et la recherche d'emploi. Elles traitent de sujets variés tel que "Se créer un réseau professionnel", "Les formations en alternance", "La préparation aux concours administratifs" etc.
4. Les offres de stage ou d'emploi auprès des apprenants et diplômés de l'université via le RESEAU ALUMNI. Ce portail, dédié aux diplômés, aux étudiants, entreprises et recruteurs, enseignants et personnels permet notamment de consulter les offres de stage et d'emploi déposées par les entreprises ainsi que l'offre de formation tout au long de la vie proposée par l'Université.

Le service formation continue peut également apporter une aide individualisée à la demande soit du stagiaire soit du responsable pédagogique lorsque le stage est obligatoire dans le cursus.

Les stages d'application en entreprise sont utilisés comme autant de leviers d'accompagnement au retour à l'emploi, ce systématiquement en -licence professionnelle cela va sans dire, mais aussi en licence générale- et dans la grande majorité des M2 ; et à la demande, en accord avec Pôle Emploi pour certains Diplômes d'Université (DU).

En effet tous les programmes de formation ne comportent pas de stage dans leur maquette, mais lorsque le stagiaire, demandeur d'emploi, trouve une entreprise d'accueil pour effectuer un stage qui s'insère dans la problématique de son projet professionnel ou est conçu comme une pré-embauche, la demande est étudiée de manière collégiale par le FCV2A, l'enseignant-chercheur référent et Pôle Emploi.

Par contre, aucun de stage n'est prévu en capacité en droit. L'objectif est différent : donner les connaissances minimales requises pour entamer des études universitaires.

Depuis la rentrée 2018/2019, le fait d'accueillir un demandeur d'emploi sans contrainte de catégorie peut dans certaines formations ne pas être compatible avec la mise en place d'un stage obligatoire. Ce constat a été fait en rédigeant la demande de solde 2018/2019.

Aussi, pour la rentrée 2021/2022 comme celle de 2020/2021, le stage d'application a disparu de certaines formations qui accueillait des demandeurs d'emploi qui exerçaient une activité complémentaire ou occupaient un emploi alimentaire dans une structure en lien direct avec la formation suivie ou pas. Il en sera de même pour 2022/2023.

Remplacé par un mémoire ou un rapport d'activité (en lien avec le projet de l'entreprise lorsque le bénéficiaire est en emploi en lien avec la formation) avec l'accord de l'équipe pédagogique, aucun volume horaire n'est intégré dans la maquette du diplôme. Le stage peut quant à lui, toujours être mis en place à la demande du bénéficiaire. Il devient alors optionnel ce qui correspond davantage à un retour d'expérience du terrain.

De manière générale, lorsque le stage est obligatoire, le plus grand soin est apporté à la définition de la mission objet du stage qui suit la même réglementation que celle appliquée aux étudiants : définition de la mission et double tutorat, professionnel et universitaire. Les engagements sont toujours tripartites et nécessitent donc l'adhésion du stagiaire.

Lorsqu'une mission s'avère particulièrement complexe et intéressante, le temps de stage peut dépasser celui indiqué sur la maquette du diplôme (dans le tableau en PJ a été reportée la durée minimale de stage mentionnée dans l'arrêté d'examen). C'est souvent pendant le stage d'application que se joue le lien emploi/formation pour les demandeurs d'emploi disponibles sur le marché du travail.

C'est très souvent le cas en Master où la sortie de formation est d'ailleurs notée au 30 septembre de l'année N+1 pour l'AISF. Une sortie de formation est alors délivrée à tout stagiaire ne désirant pas prolonger son stage d'application afin de se repositionner sur le marché du travail au plus vite.

Les 3 nouvelles formations que nous avons intégrées dans le programme 2022/2023, obéissent à ces principes et à cette philosophie de fonctionnement.

## **INDIVIDUALISATION DU PARCOURS DE FORMATION**

### **Expliquez les modalités de réajustement des parcours :**

En ce qui concerne le corpus des enseignements théoriques, qu'il s'agisse de diplômes nationaux ou de diplômes d'université, trois dispositifs distincts, régis par le Code de l'éducation, permettent d'individualiser des parcours de formation : la Validation d'Acquis de l'Expérience (VAE), la Validation des Etudes Supérieures accomplies en France et à l'étranger (VES) et la validation des études, expériences professionnelles ou acquies personnels en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur (VAPP85).

Les deux premiers dispositifs permettent de valider par tout ou partie d'un diplôme, soit une expérience professionnelle soit un parcours d'études antérieur. Le 3ème permet un accès direct à une formation sans



justifier des prérequis académiques. Ce 3ème dispositif, propre aux établissements d'enseignement supérieur, est le plus largement utilisé par les adultes en reprise d'études. Le parcours individuel, personnel et professionnel, du candidat, son cursus d'études, sont analysés par une commission ad hoc, composée d'enseignants-chercheurs, de chargés d'enseignement et de représentants des services administratifs, nommée par la présidente de l'établissement. La commission dresse un tableau synthétique des demandes et émet un avis de positionnement. L'ensemble des propositions sont présentées à la Présidente qui les valide ou les invalide individuellement.

En ce qui concerne le corpus applicatif, c'est-à-dire le stage lorsqu'il est obligatoire, la définition individuelle du sujet du stage et suivi individuel du stage permettent une parfaite cohérence avec le parcours. C'est vraiment là que se noue la relation emploi/formation.

Dans un 2nd temps, les réajustements de parcours :

Sur le terrain, on constate peu ou pas de réajustement de parcours en cours de formation : le sujet est traité en amont – information, positionnement, double validation –administrative et pédagogique- du projet etc. Le réajustement du parcours en cours de formation ne peut être qu'exceptionnel. Il est alors traité intuitu personae et lorsqu'il y en a, il s'agit la plupart du temps d'une erreur de positionnement liée à une mauvaise définition du projet professionnel et des compétences visées. On peut avoir alors un repositionnement sur un autre parcours. Ce sont alors, sauf exception à venir, des parcours voisins d'une même mention. Par contre, le sujet du stage s'affine pendant tout le 1er semestre et mûrit au fur et à mesure de la période d'enseignement théorique.

### **Comment est mise en place la procédure VAE ,VAP 85, ...?**

L'accueil et l'accompagnement des candidats intéressés par la procédure VAE sont possibles tout au long de l'année au sein du pôle VAE, basé au Service commun de Formation Continue, Validation des Acquis et Apprentissage de l'Université (les VAE concernant les diplômes de gestion sont gérées directement par le service formation continue de la TSM). Lors du dépôt des dossiers, une analyse de la pertinence du dispositif choisi au regard des autres dispositifs de validation est réalisée. Une autre orientation peut être, le cas échéant, proposée au stagiaire.

Une aide individuelle au positionnement est proposée pour faciliter la prise de décision, en offrant une information approfondie sur les parcours et les diplômes. Pendant la démarche, lorsque le candidat a choisi cette option, un diagnostic suivi d'un accompagnement méthodologique et éventuellement une proposition d'accompagnement disciplinaire, complétés par une préparation à l'audition du jury, sont mis en place. Lorsque le jury VAE s'est tenu, le résultat de la décision du jury est transmis sous 10 jours par lettre du Président de l'Université, avec communication des prescriptions complémentaires, si tel est le cas.

## **4 - CALENDRIER**

Date de début et fin de l'opération:

du |\_0\_|\_1| / |0\_|\_9\_| / |\_2\_|\_2\_| au |3\_|\_1| / |\_1\_|\_2\_| / |\_2\_|\_3\_|

① Précisez les dates de déroulement de l'offre de formation Exemple : du 01/09/N au 30/06/N+1

Date de début et fin d'acquittement des dépenses :

du |0\_|\_1| / |0\_|\_9\_| / |\_2\_|\_2\_| au |3\_|\_1| / |\_1\_|\_2\_| / |\_2\_|\_3\_|

## **5 - BUDGET PREVISIONNEL**

Coût total prévisionnel de l'opération : 535 907 € ☐ HT ☒ TTC

Opération donnant lieu à récupération de TVA : ☐ oui ☒ non

*Commentaires sur récupération de TVA (FCVA, non assujettissement, précisions en cas d'assujettissement partiel...)*

Total des aides publiques sollicitées : 521 207 € dont Région : 395 400 € (dont 5600€ de PIC)

Autofinancement : 125 807€

***Annexe financière à compléter selon le modèle transmis (cf annexe 3)***

## 6- Bilan des opérations précédentes

### Bilan des opérations précédentes (à l'exception du DAEU, capacité en droit)

Années		Niveau 7	Niveau 6	Niveau 5	Total
<b>2020/21</b>	Nombre d'actions conventionnées	37	18	8	63
	Nombre d'actions ouvertes	12	12	1	25
	Effectif prévu	38	27	5	70
	Effectif réel	23	33	4	60
	Effectif rémunéré prévu	18			
	Effectif rémunéré réel	6	9	1	16
	Nombre de stagiaires ayant obtenu la validation totale	20	30	4	54
	Nombre de stagiaires ayant obtenu la validation partielle	3 (résultats en attente de délibération du jury)	0	0	3 (et 3 Non présentés)
	Nombre d'insertion en emploi à l'issue de la formation : <i>Enquête d'insertion en cours pour 2020/2021. Nous n'avons donc pas encore de résultats complets à vous communiquer</i> (Chiffres communiqués relevant de l'enquête à 6 mois 2019 2020 contexte COVID)	58% de retour à l'emploi dont 60% en CDI ou en emploi > 6 mois	75% de retour à l'emploi pour les licences/licences pro dont 92% CDI ou en emploi > 6 mois	67% sont actifs occupés pour le DU Handicap avec une poursuite d'études en lien avec la formation	
	Nombre d'insertion dans le secteur visé par la formation (Chiffres communiqués relevant de l'enquête à 6 mois 2019 2020 contexte COVID)	87% adéquation emploi/formation partielle ou complète	83% adéquation emploi/formation partielle ou complète		
	Nombre de stagiaire ayant intégré une action de formation à l'issue (Chiffres communiqués relevant de l'enquête à 6 mois 2019 2020 contexte COVID)	0	1	1	2
<b>2021/22</b>	Nombre d'actions conventionnées (avec les blocs de compétences)	42	22	8	72
	Nombre d'actions ouvertes	14	7	1	22
	Effectif prévu	74			
	Effectif réel (programme en cours- chiffres non définitifs)	53			
	Effectif rémunéré prévu	18			
	Effectif rémunéré réel (programme en cours- chiffres non définitifs et basés sur la demande des stagiaires au démarrage)	15 (chiffre non définitif à ce jour)			

**Bilan des opérations précédentes : DAEU option ■ A ■ B NON CONCERNE**

Années	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22
Effectif prévu							
Effectif réel							
Effectif rémunéré prévu							
Effectif rémunéré réel							
Nbre de stagiaires ayant obtenu la validation totale							
Nbre de stagiaires ayant obtenu la validation partielle							
Nbre de stagiaires ayant intégré une action de formation à l'issue							
Nbre d'insertion en emploi à l'issue de la formation							
Nbre de stagiaires ayant abandonné							

## Bilan des opérations précédentes : capacité en droit

Années	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22
Effectif prévu		90	82	31	30	45 (dont 5 PIC capa sur 1 an)	45 (dont 5 PIC capa sur 1 an)
Effectif réel		90	66	25	36	65 (dont 5 PIC)	41 (dont 5 PIC)
Effectif rémunéré prévu		Pas de rémunération possible	58	Pas de rémunération possible sur la seconde année	Pas de rémunération possible sur la première année	Seule l'année spéciale bénéficie de la rémunération soit 4 places	Seule l'année spéciale bénéficie de la rémunération soit 4 places
Effectif rémunéré réel		Pas de rémunération possible	9	Non concerné	Pas de rémunération possible sur la première année	4 places quota et 2 hors quota	3 (à ce jour)
Nbre de stagiaires ayant obtenu la validation totale		1 <sup>re</sup> année : 25 sur 53 places 2 <sup>e</sup> année : 32 sur 37 places	1 <sup>re</sup> année : 27 sur 42 places 2 <sup>e</sup> année : 24 sur 24 places	24 sur 24 places attribuées 2 <sup>e</sup> année ont obtenu la validation totale soit 100% pour la seconde année	27 validation pour la 1 <sup>re</sup> année soit 75% de réussite	1 <sup>re</sup> année : 63% de réussite 2 <sup>e</sup> année : 89% de réussite Année spéciale : 67% de réussite	
Nbre de stagiaires ayant obtenu la validation partielle		1 <sup>re</sup> année : 17 2 <sup>e</sup> année : 4	1 <sup>re</sup> année : 4 2 <sup>e</sup> année : 0	0	0	0	
Nbre de stagiaires ayant intégré une action de formation à l'issue		4	4	7	27 dont 26 en seconde de capacité en droit	Enquête en cours	
Nbre d'insertion en emploi à l'issue de la formation		19 répondants sur 32 diplômés dont 10 sont en emploi : 53% en emploi	12 répondants sur 24 diplômés dont 8 sont en emploi : 67% en emploi	18 répondants sur 24 diplômés dont 7 sont en emploi : 39%	Seule la première année était possible en 2019, pas d'enquête insertion possible	Enquête en cours	
Nbre de stagiaires ayant abandonné		1 stagiaire ne s'est pas présenté à l'examen	11 stagiaires de première année ne se sont pas présentés aux examens	1 stagiaire de première année (à titre dérogatoire) ne s'est pas présentée à l'examen	Pas d'abandon réel, les examens de 1 <sup>re</sup> session ont été passés parmi les bénéficiaires du PRF	Non présentation aux examens pour : - 1 bénéficiaire capa année spéciale - 3 stagiaires en 1 année	

### **PARTIE III- ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné(e) Hugues KENFACK, Président de l'Université Toulouse 1 Capitole, en qualité du signataire et représentant légal (ou signataire avec délégation du représentant légal), sollicite une aide de la Région destinée à la réalisation du programme d'actions ou de l'opération intitulée « Mise en œuvre des actions de formation de l'enseignement supérieur dans le cadre de la formation professionnelle au titre de l'année 2022/2023- Dispositif Forpro SUP- Enseignement supérieur ».

Rappel du montant de l'aide régionale sollicitée : **395 400 €**,

Pour un coût total de l'opération de **535 907€** HT/TTC.

J'atteste sur l'honneur :

- L'exactitude des renseignements de la demande de financement et du budget prévisionnel du programme d'actions ou plan de financement de l'opération,
- Que les dépenses mentionnées dans le plan de financement ou budget prévisionnel s'appuient sur des résultats de consultations d'entreprises, ou si le projet ne donne pas lieu à un marché public, sur des devis, factures pro-forma...
- La régularité de la situation fiscale et sociale,
- Ne pas avoir sollicité d'autres ressources publiques et privées que celles présentées dans le présent dossier,
- Ne pas faire l'objet d'une procédure collective (ex : redressement, liquidation...) liée à des difficultés économiques, et ne pas être considéré comme une entreprise en difficulté au regard de la réglementation européenne des aides d'Etat,

Je m'engage à respecter les obligations suivantes :

- Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération ou du programme d'actions,
- Informer le service instructeur en cas de modification du programme d'actions, de l'opération ou de son déroulement (ex : période d'exécution, localisation de l'opération, engagements financier, données techniques...) y compris en cas de changement de ma situation (fiscale, sociale...), de ma raison sociale, etc.
- Informer la Région de tout changement dans ma situation juridique, notamment toute modification des statuts, dissolution, fusion, toute procédure collective en cours et plus généralement de toute modification importante susceptible d'affecter le fonctionnement de la personne morale (ou physique).
- Respecter les règles de commande publique, pour les organismes soumis à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- Tenir une comptabilité pour tracer les mouvements comptables de l'opération
- Dûment justifier les dépenses en cas d'attribution du financement
- Faire état de la participation de la Région en cas d'attribution du financement
- Me soumettre à tout contrôle technique, administratif, comptable et financier, et communiquer toutes pièces et informations en lien avec le programme d'actions ou l'opération.

Le non-respect de ces obligations est susceptible de conduire à un non-versement ou un reversement partiel ou total du financement régional.

Fait à Toulouse, le 10 janvier 2022

Cachet et signature du demandeur (représentant légal ou délégué)

**Hugues KENFACK**

Fonction du signataire : **Président de l'Université Toulouse 1 Capitole**